ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 1er JUIN 1969



Michel Rocard candidat du socialisme

SECRÉTAIRE NATIONAL DU P.S.U.

Les Français vont voter pour élire un Président de la République. Les Français vont voter parce que le Non l'a emporté au Référendum, un référendum qui lui-même était la conséquence de la crise du régime ouverte en mai 1968.

L'ENJEU : VOTRE AVENIR

Il y a ceux qui prônent la continuité ou la réconciliation parce qu'ils sont satisfaits de la situation actuelle, et il y a ceux qui estiment que le plus important est de rétablir le régime parlementaire.

La réalité est la nécessité d'effectuer des réformes fondamentales de la société; on constate en effet que :

— des millions de français sont mal logés parce que la spéculation a été tolérée, voire encouragée;

— les équipements de toutes sortes nécessaires aux familles, aux personnes âgées, aux handicapés, sont insuffisants parce que les besoins collectifs sont passés après les intérêts privés et après la force de frappe;

— l'inégalité des revenus et des salaires est de plus en plus profonde, et la discussion refusée, comme à Tilsitt;

— l'accès à la culture et à la connaissance est encore limité à quelques classes privilégiées;

— le droit syndical est encore bafoué par le patronat;

— les travailleurs dans l'entreprise subissent la monarchie sans pouvoir déterminer leurs conditions de travail;

— 800 000 jeunes se demandent chaque année s'ils auront un métier et du travail;

— les petits commerçants et artisans sont menacés par la concentration sans que leur soient donnés les moyens concrets de se reconvertir;

— les petits paysans doivent subir la loi des grands trusts ou partir dans des villes qui ne les attendent pas;

— l'insécurité est le lot d'un nombre croissant d'ouvriers, d'employés et de cadres;

— des régions entières dépérissent faute d'avoir les moyens de se développer;

— la monnaie est à la merci des spéculateurs;

— les grandes firmes internationales imposent de plus en plus leur contrôle à l'économie française;

— l'Etat reste dirigé par un nombre restreint d'individus issus d'une bourgeoisie qui décide tout et centralise tout à Paris;

— les moyens d'information sont pour la plupart entre les mains des hommes d'affaires.

C'EST CONTRE TOUT CELA QUE DES MILLIONS DE SALARIÉS, D'ÉTUDIANTS ET D'ENSEIGNANTS, DE PAYSANS ET DE CADRES SE SONT INSURGÉS EN MAI 1968.

C'EST A TOUT CELA QUE DES HOMMES ET DES FEMMES S'OPPOSENT, EN FRANCE COMME DANS BIEN D'AUTRES PAYS, EN CHERCHANT DES SOLUTIONS SOCIALISTES A LEURS PROBLÈMES.

UNE SOLUTION NEUVE : LA SOLUTION SOCIALISTE

Dans aucun pays nous ne trouvons un modèle exemplaire. C'est à la France de trouver sa manière propre de concilier le socialisme et la liberté. C'est le sens de la solution socialiste autour de laquelle il nous faut reconstruire la gauche éclatée.

LA SOLUTION SOCIALISTE, C'EST D'ABORD UN COMBAT.

Les nationalisations, la sécurité sociale, la reconnaissance du mouvement syndical, tout ce qui fait le peu de sécurité que nous avons actuellement, il a fallu l'arracher par la lutte et par la grève; cela continuera. Un gouvernement socialiste pourrait commencer utilement ce travail, mais la victoire ne sera assurée que par une pression collective de l'ensemble des travailleurs comme cela a déjà été démontré tant de fois dans notre histoire.

DEUX PERSPECTIVES CLAIRES...

— La société doit imposer ses décisions. Il faut mettre fin à l'arbitraire du profit privé, à la paralysie du développement industriel dans certaines régions par suite de l'opposition de grandes sociétés. La nationalisation des firmes qui contrôlent l'économie est nécessaire. C'est une mesure socialiste.

— Chacun doit pouvoir librement participer aux décisions qui concernent son propre destin. Tout ce qui constitue notre vie quotidienne, au travail comme hors du travail, doit être décidé sous le contrôle des intéressés. C'est le sens même du socialisme.

...ET TROIS OBJECTIFS PRINCIPAUX.

— **L'Etat** doit redevenir la chose de tous. Mettre fin à la domination d'une classe ne suffit pas; il reste à décentraliser l'Etat en créant de véritables régions, en poussant nos communes à se regrouper librement et en donnant aux unes et aux autres des pouvoirs financiers et politiques réels. Il faut supprimer les services de répression et soumettre les forces de la police à un contrôle démocratique.

— Le référendum a débarrassé la République du pouvoir monarchique. Le problème maintenant est de mettre fin à ce même type de pouvoir tel qu'il subsiste dans l'**entreprise.** Les travailleurs d'aujourd'hui sont éduqués, responsables et organisés. C'est à eux de contrôler les décisions qui les concernent par le moyen de leurs représentants à chaque niveau : atelier, département ou service, usine, groupe financier. Dans l'agriculture, les paysans associés doivent pouvoir planifier leur production et contrôler le circuit de transformation et de distribution de leurs produits.

— **L'enseignement,** l'éducation permanente, l'information, la culture doivent devenir les moyens de s'acheminer vers la société libre et responsable que sera la démocratie socialiste. Ils doivent recevoir, avec la recherche scientifique, la priorité dans l'effort national, ils doivent être organisés de manière que chacun, quel que soit son milieu d'origine, puisse, tout au long de sa vie accroître ses connaissances pour mieux comprendre et discuter le sort qui lui est fait.

LA DÉMOCRATIE BLOQUÉE

Tout cela représente un changement profond dans nos habitudes, dans notre façon de vivre. Est-il indispensable d'aller si loin ?

De Gaulle a échoué, faute justement d'avoir pu transformer la France, car il s'appuyait sur ceux qui s'opposent à tout changement.

Depuis vingt ans, la France n'a pas su faire place à ses jeunes, ni se préparer à la dure compétition du monde moderne. Et tous les problèmes ont attendu. Dans quel état la France est-elle après le départ de de Gaulle ?

— depuis dix ans, on a déshabitué les français de s'occuper de leurs affaires;

— depuis dix ans, on a seulement demandé aux français d'approuver des mythes nationalistes et jamais de trancher les problèmes importants, tels que la force de frappe, l'orientation diplomatique ou les choix du Plan;

— depuis dix ans, on a renforcé la puissance patronale et laissé les Etats-Unis prendre petit à petit le contrôle de secteurs importants de notre économie;

— depuis dix ans, on a laissé pourrir tous les problèmes au point que les ouvriers, les étudiants, les paysans, les commerçants ont dû choisir la protestation directe contre le régime.

Que vous propose-t-on d'autre ?

A droite, si Pompidou ose parler de continuité, Poher n'a pas annoncé l'ombre d'un programme. Ce sont tous deux des hommes du patronat.

A gauche, Defferre a pris la responsabilité de briser l'unité de la gauche. Et Duclos est le parfait représentant de la continuité communiste.

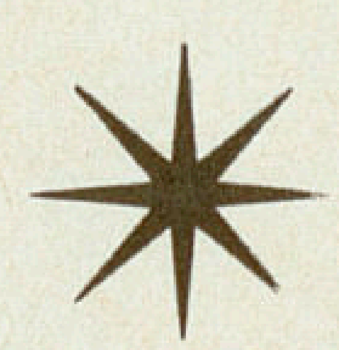
Ces candidatures ne se définissent pas par rapport à un projet politique précis, mais par leur refus des autres. Lorsqu'on a institué un régime de type présidentiel en 1962, on a prétendu qu'ainsi le pays pourrait au moment voulu choisir clairement son « destin ». Quel destin proposent les candidats qui se réfèrent à la majorité ou à l'opposition de type parlementaire ?

En fait de Gaulle a bloqué toute la vie démocratique du pays. De Gaulle parti, la machine politique tourne à vide et le pouvoir réel risque de revenir à ceux qui se cachaient derrière lui et qui sont les véritables maîtres de notre économie.

Pour refaire la démocratie, il ne suffit pas de faire confiance à de nouveaux notables liés aux mêmes groupes. C'est dans l'entreprise, le quartier, le village, la région que se fonde la démocratie. C'est cela qui permettra de ne pas laisser l'Etat tomber entre les mains d'une classe politique appelée à représenter les intérêts d'une minorité privilégiée.

C'est le rôle d'un parti socialiste authentique que de rassembler tous ceux qui sont décidés à se battre pour cet objectif.

La division actuelle de la gauche est la démonstration de sa faiblesse. Il n'y a plus de gauche en France; il nous faut la reconstruire autour d'un grand projet.



EN VOTANT

MICHEL ROCARD

Candidat du Socialisme

c'est cette reconstruction que vous entreprenez, c'est à ce projet que vous contribuerez.

Vu, le Candidat

IMPRIMERIE FRANÇOIS - PARIS